

Justice fiscale et développement

Comment les impôts peuvent contribuer à la lutte contre la pauvreté ?





Justice fiscale et développement

**Comment les
impôts peuvent
contribuer à la
lutte contre la
pauvreté ?**

Sommaire

| | |
|-------------------------------------------------------------|-----------|
| Introduction | 5 |
| Le problème | 6 |
| L'importance de l'impôt dans la lutte contre la pauvreté. | 6 |
| Le problème de la fuite des capitaux. | 9 |
| Les effets de la triche fiscale sur les populations pauvres | 10 |
| Les entreprises multinationales et la triche fiscale. | 13 |
| Le rôle des paradis fiscaux | 17 |
| Les exemptions fiscales – le nivellement par le bas. | 19 |
| Les solutions | 20 |
| Rendre le système plus transparent. | 20 |
| Réformer le système. | 24 |
| Q & A | 26 |
| Notes | 30 |

Introduction

Ce guide propose une présentation des liens entre impôt et développement. Il explique pourquoi l'impôt est devenu une question cruciale dans la lutte contre la pauvreté et examine comment un manque à gagner en recettes fiscales peut avoir un effet dévastateur sur la vie et les perspectives des populations à travers le monde.

Il se concentre sur deux problèmes clés que la société civile européenne peut aider à résoudre : la fuite illicite des capitaux, et la triche fiscale des entreprises multinationales — notamment européennes. Si ces phénomènes existent partout dans le monde, y compris en Europe, ce guide met en lumière ses conséquences sur les pays les plus pauvres du monde. Il propose aussi un tour d'horizon des différentes solutions à ces problèmes et les progrès effectués pour les résoudre.

Le problème

L'importance de l'impôt dans la lutte contre la pauvreté.

Des centaines de millions de femmes et d'hommes dans le monde n'ont pas accès aux soins de santé, à l'éducation, à l'eau potable, à l'hygiène, à un logement décent, à des transports public et autres services essentiels.

- 2,6 milliard de personnes n'ont pas accès à un système sanitaire basique.¹
- 1,1 milliard de personnes n'ont pas un accès adéquat à l'eau.²
- 790 millions de personnes sont en sous-alimentation chronique.³
- 270 millions d'enfants n'ont pas accès à la santé.⁴
- 72 millions d'enfants en âge d'aller à l'école primaire ne sont pas scolarisés.⁵

D'où viendra l'argent nécessaire pour financer ces services? En Europe les services essentiels sont financés par les recettes fiscales. À la suite de la crise financière internationale et des difficultés de l'Eurozone, une grande partie des gouvernements européens ont opéré des coupes dans leurs services publics. C'est pour cette raison que le public est de plus en plus critique vis-à-vis des grandes entreprises multinationales qui ne paient pas une part équitable d'impôts. Mais malgré les coupes budgétaires, il est généralement admis en Europe que ce sont les recettes fiscales qui doivent financer les services publics.

Dans les pays en développement la situation est très différente. Les gouvernements des pays en développement ne prélèvent que peu d'impôt — en moyenne seulement 13%

de leur PIB, contre 35% du PIB pour la plupart des pays Européens.⁶ A la place de l'impôt, ils doivent compter sur l'aide et les prêts pour financer leurs services publics. L'aide et les prêts sont essentiels à court terme, mais à long terme ce n'est ni suffisant, ni soutenable.

L'Aide

Pendant un certain temps les pays en développement auront besoin de l'aide internationale. Mais aujourd'hui, elle ne suffit pas, seule, à couvrir les coûts de services essentiels de bonne qualité pour tous. Elle ne suffira pas, dans les années à venir, à couvrir les coûts importants d'adaptation aux changements climatiques (qu'on estime de 75 à 100 milliards de dollars par an pour les 30 prochaines années⁷).

De plus, l'aide peut se tarir si les politiques des Etats donateurs changent. La crise financière internationale de 2008 a conduit à des réductions de l'aide en provenance des pays riches. Puis la crise de l'Eurozone a aggravé la situation. L'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) a reporté une baisse de 4% de l'aide au développement à prix constants en 2012, après une baisse de 2% en 2011.⁸ En 2010, l'aide internationale était déjà inférieure de 20 milliards de dollars par rapport aux engagements du G8 de 2005.⁹ Enfin, l'aide ou les prêts sont fréquemment accordés sous conditions. Les gouvernements des pays en développement peuvent être obligé de dépenser l'argent et d'adopter des politiques à la demande des donateurs et une part de l'aide est finalement souvent dépensée dans le pays donateur — pour du matériel ou

« Payer des impôts c'est être indépendant »

Devise de l'administration fiscale Kényane

du soutien technique. Les habitants des pays en développement — comme les européens — ne veulent pas dépendre de l'aide et de la charité. Nous préférons tous être autonomes et nous développer grâce à nos propres ressources.

Prêts

Dans les dernières décennies, de nombreux pays ont dû souscrire des prêts, en plus de l'aide, auprès de la Banque Mondiale ou de prêteurs privés, pour financer des services publics comme l'éducation. Mais l'emprunt n'est pas la solution non plus. Malgré les succès de la campagne Jubilee 2000 sur la dette dans les années 1990, les pays les plus pauvres payaient toujours un total de 12,4 milliards de dollars d'intérêts annuels de la dette en 2008 — de l'argent qui aurait pu être dépensé dans la santé, l'éducation et d'autres services.¹⁰ En effet, les pays en développement sont actuellement débiteurs de 5 000 milliards de dollars de dette extérieure.¹¹

Vu les réductions des montants de l'aide internationale et les coûts du remboursement des intérêts de la dette, il est plus logique pour les gouvernements des pays en développement de chercher à financer les services essentiels et la réduction de la pauvreté non pas par l'aide ou les prêts, mais par une augmentation des revenus fiscaux.



Christian Ahl/Rachel Baird

La mine de cuivre de Mopani à Mufulira, Zambie. La mine est détenue majoritairement par une filiale de la multinationale géante Glencore. Elle a été accusée de triche fiscale en Zambie, ce qu'elle nie. Elle a été accusée d'avoir provoqué des dommages environnementaux substantiels au niveau local. Le gouvernement Zambien estime perdre jusqu'à un milliard de dollars de taxe non payées par les compagnies minières.

Les recettes fiscales

Les recettes fiscales présentent des avantages clairs :

- L'impôt est une source de revenu plus fiable et prévisible que l'aide ou le prêt. Cette possibilité d'anticipation est importante pour que les Etats puissent financer des services essentiels tels que la santé ou l'éducation. Les écoles ont besoin de professeurs et les services de santé de docteurs et d'infirmières. Ces employés doivent être payés régulièrement via des financements renouvelés. Contrairement à l'aide et aux prêts, les recettes fiscales peuvent offrir des sources de financements renouvelées indéfiniment.
- L'impôt assure que les Etats soient responsables vis-à-vis de leurs citoyen-ne-s. Plus les recettes fiscales d'un gouvernement sont élevées, plus les citoyens auront tendance à surveiller l'utilisation de ces fonds. Et plus un gouvernement finance son budget par des recettes fiscales au lieu de l'aide, plus il tend à être responsable vis-à-vis de ses citoyen-ne-s et non de donateurs étrangers. Une augmentation des recettes fiscales permet une bonne gouvernance et des systèmes politiques plus démocratiques.
- Les régimes fiscaux ont un rôle de redistribution de la richesse entre populations pauvres et riches. Dans les régimes fiscaux progressifs, le riche paie plus d'impôts et le pauvre moins. L'impôt est un outil essentiel pour lutter contre les inégalités sociales et économiques, au niveau national, et international.

Pourquoi les pays en développement ne collectent pas plus d'impôts ?

De multiples raisons empêchent les pays en développement de lever assez d'impôts pour financer les services essentiels :

- Une grande proportion de ceux qui vivent dans les pays les plus pauvres ne gagnent pas suffisamment pour payer un impôt sur le revenu. Les faibles recettes fiscales sont aussi une conséquence de la pauvreté.
- Les pays en développement ont des secteurs informels importants (par exemple, des commerçants sur les marchés, des travailleurs occasionnels, de petits ateliers) où les biens et services sont payés en liquide, où aucun compte n'est tenu, et qui de facto sont hors de portée des inspecteurs des impôts.
- Les individus les plus riches des pays en développement sont nombreux à placer leur argent hors de leur pays - souvent dans des paradis fiscaux où il ne sera pas imposé - et à influencer le système fiscal pour s'assurer que leur taux d'imposition soit maintenu à un faible niveau.
- Les autorités fiscales manquent de ressources et de moyens pour lever l'impôt.
- Depuis les années 1980, la tendance mondiale au libre-échange a poussé les pays en développement à réduire les taxes appliquées sur les produits importés.

Pour certains gouvernements ces revenus représentaient jusqu'à un tiers de leurs recettes fiscales.¹²

- Les entreprises étrangères se voient souvent accorder de généreux avantages fiscaux, censés les encourager à investir (voir p.19 pour plus d'informations sur les exemptions fiscales).
- La triche fiscale de certaines entreprises multinationales – y compris européennes – est une cause significative de perte de ressources fiscales pour les pays en développement. Il y a aujourd'hui un consensus sur le fait que le système de taxation des multinationales et l'opacité permettent la triche fiscale, comme nous le verrons dans la suite de ce guide.

L'étendue de la triche fiscale par les entreprises multinationales.

Récemment, l'OCDE, organisation basée à Paris qui fixe les règles d'imposition des entreprises multinationales, a reconnu que les pays en développement toucheraient moins d'aide que ce qu'ils perdent à cause de la triche fiscale.

Christian Aid a estimé que les pays en développement avaient perdu 160 milliards de dollars par an en 2008-2009 à cause de la triche fiscale des entreprises multinationales.¹³ C'est bien plus que l'aide totale qu'ils ont reçu des pays développés¹⁴ : 125 milliards de dollars.¹⁵ C'est aussi plus de trois fois le montant nécessaire à l'éradication de la faim dans le monde : 50,2 milliards de dollars par an.¹⁶

Le problème de la fuite des capitaux.

La fuite des capitaux des pays en développement est un problème majeur. C'est le fait d'entreprises et de particuliers qui transfèrent des sommes colossales d'argent en dehors des pays où ils mènent leur activité, au lieu de les investir dans l'économie locale, les infrastructures et les services du pays. La triche fiscale est l'un des principaux moteurs de la fuite des capitaux.

Il est illégal de transférer de l'argent hors d'un pays sans qu'il soit déclaré ou comptabilisé.

Les flux financiers illégaux incluent :

- L'argent transféré hors d'un pays par des entreprises multinationales pour tricher sur l'impôt. Cela représente 60 à 65% de la fuite illicite des capitaux.
- L'argent de politiciens et fonctionnaires corrompus dissimulé dans des paradis fiscaux opaques ne posant pas de question sur l'origine des fonds. Cela représente 3 à 5% de la fuite illicite de capitaux.
- Les gains du crime transférés hors d'un pays par des cartels de la drogue et du crime dans des comptes bancaires secrets. Cela représente 30 à 35% de la fuite illicite de capitaux.

Ainsi une partie de la richesse produite dans les pays où vivent 80% de la population mondiale est transférée dans les pays où vivent les 20% restant.¹⁷

Le rôle de la Suisse dans la fuite illicite de capitaux

La Suisse est la principale plaque tournante du commerce des matières premières : produits agricoles, pétrole, gaz et minerais. Entre 15 et 25% du commerce mondial de matières premières passe par la Suisse.

En réalité, très peu de ces matières premières passent réellement par la Suisse. 90% des matières premières quittant les pays en développement pour la Suisse ne sont pas enregistrées comme importations en Suisse. Les pays en développement ne peuvent donc pas connaître avec certitude la destination de leurs exportations. Les ONG appellent ce phénomène « le trou noir de Genève ».

On estime que, de 2007 à 2010, les pays en développement ont perdu annuellement 578 milliards de dollars à cause de la fuite illicite des capitaux en Suisse. C'est un revenu qui aurait dû être imposé dans les pays en développement.

Au lieu de cela il est arrivé en Suisse où très peu d'impôts ont été payés.²⁰

Raymond Baker, universitaire du US Center for International Policy et expert mondialement reconnu sur le sujet, a décrit cette situation comme « le plus sordide chapitre de l'économie mondiale depuis l'esclavage ».

Flux financiers illicites et blanchiment d'argent sont étroitement liés. Le terme blanchiment d'argent décrit le transfert d'argent dans des comptes bancaires secrets (généralement dans les paradis fiscaux) pour dissimuler l'origine illégale de fonds, pouvant être issus du trafic de drogue, de la corruption, du vol, de la contrebande et de la triche fiscale. L'argent est ensuite utilisé pour financer des activités financières ou commerciales légales.

Selon Global Financial Integrity, une organisation basée à Washington, les pays en développement ont perdu, en moyenne, entre 723 et 844 milliards de dollars par an entre 2000 et 2009.¹⁸ Ces dernières années l'Afrique a connu

une augmentation des flux illicites de capitaux bien plus importante que d'autres régions du monde. Cette augmentation est, en grande partie due aux pratiques fiscales des entreprises multinationales. 854 milliards de dollars ont quittés illégalement l'Afrique sub-saharienne de 1970 à 2008, selon une étude de 2011. Ce chiffre représente le double de l'aide à la région sur la même période et quatre fois le montant de la dette de l'Afrique en 2008. L'Afrique serait donc le créancier net du reste du monde.¹⁹

La triche fiscale étant la principale source de la fuite illicite des capitaux hors des pays en développement, ce guide se concentre donc principalement sur cette question.

Les effets de la triche fiscale sur les populations pauvres

En Europe, les gros titres dans les médias annonçant que de nombreuses entreprises multinationales ne payaient pas une part équitable d'impôts ont causé une vague de colère dans la population, à un moment de hausse du chômage, de coupes dans les services publics, et alors que beaucoup se battent pour nourrir leur famille. La triche fiscale des entreprises a un impact encore plus important sur les pays les plus pauvres du monde, étant donné le peu de recettes fiscales que ces Etats collectent par ailleurs et compte tenu des conditions dans lesquelles vit la majorité de leur population. C'est l'une des raisons pour lesquelles, dans ces pays, tant d'enfants, de femmes et d'hommes n'ont toujours pas accès aux services essentiels tels que l'éducation et la santé.

« S'il y avait la justice fiscale en Afrique, je ne verrais pas de femmes mourir en couches simplement car elles n'ont pas les moyens de payer des soins médicaux prénataux. Je ne verrais pas d'enfants de dix ans partant travailler parce que leurs parents ne peuvent pas se permettre de les envoyer à l'école. »

Sandra Kidwingira, Tax Justice Network – Afrique



Elisheba Chali, infirmière, travaille au Kabundi East, près de Chingola dans la Copper Belt en Zambie.

L'impact de la triche fiscale sur le système de santé en Zambie.

La Zambie est le septième producteur de cuivre au monde. L'importante demande en cuivre de la Chine a fait monter en flèche le prix du cuivre, et pourtant la Zambie reste l'un des pays les plus pauvres du monde avec une espérance de vie de seulement 49 ans. La triche fiscale est l'une des causes de cette situation.

Le gouvernement Zambien estime perdre jusqu'à un milliard de dollars en impôts non-payés par les compagnies minières chaque année.²¹ Le budget de la santé de la Zambie en 2012 était d'environ 527 millions de dollars. Si la Zambie recevait tous les impôts dus, elle pourrait tripler le budget de son système de santé.

En Avril 2012, des employés de Christian Aid ont visité une clinique dans la région où est extrait le cuivre en Zambie. Là bas, il y a 1 docteur pour 45 000 personnes. Dans la salle de d'accouchement, seulement une sage-femme était de service alors que sept femmes accouchaient.

« Nous avons des terrains disponibles pour agrandir cette clinique, nous dit Chali, infirmière, mais il n'y a pas d'argent ».

Les liens entre l'impôt et la faim.

Plus de 70% des personnes pauvres dans les pays en développement vivent dans des zones rurales et dépendent directement ou indirectement de l'agriculture pour gagner leur vie.²² Soutenir les petites exploitations agricoles est la clé pour assurer la sécurité alimentaire.²³ Au moins la moitié de la nourriture consommée dans le monde est produite par de petites fermes de quelques hectares. Le problème des petits exploitants agricoles est que souvent, ils ne font pas assez de profits pour investir dans leurs fermes et augmenter leurs rendements, et ne produisent pas suffisamment pour nourrir leurs familles quand les récoltes sont mauvaises.

Pour combattre la faim, les Etats doivent fournir un accès à un crédit peu coûteux et à des semences aux petits exploitants agricoles, en particulier aux femmes. Des systèmes d'irrigation et des espaces de stockages sont aussi nécessaires, ainsi que des routes et des ponts pour créer un meilleur accès aux marchés. Il faut aussi soutenir la recherche et l'adaptation face aux espèces nuisibles à la maladie, et aux catastrophes climatiques extrêmes causées par les changements climatiques. De plus, des plans spéciaux tels que des programmes d'alimentation à l'école sont nécessaires pour prévenir la faim chez les familles les plus pauvres.

Toutes ces mesures coûtent de l'argent – de l'argent qui pourrait être fourni par des recettes fiscales plus importantes.

Une augmentation des recettes fiscales pourrait permettre de collecter les 50,2 milliards de dollars annuels nécessaires, en plus des fonds

existants, pour arriver à un « monde libéré de la faim » d'ici 2025 (chiffre de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture).²⁴

Comment la perte de recettes fiscales entrave les plans pour l'agriculture du Salvador.

Une personne sur huit ne mange pas à sa faim au Salvador. Un tiers des Salvadorien-ne-s vivent dans l'extrême pauvreté et un quart des enfants souffrent de retards de développement provoqués par la malnutrition.

Dans les années 1990 – suite à la libéralisation des échanges et à une augmentation massive des importations de produits alimentaires à bas coût des Etats-Unis – le Salvador a subi un effondrement majeur de sa production agricole et des centaines de milliers de Salvadorien-ne-s ont perdu leurs moyens de subsistance. Aujourd'hui, une grande partie de la nourriture du pays est importée, rendant les pauvres vulnérables aux augmentations des cours alimentaires mondiaux. Le gouvernement du Salvador a récemment adopté quelques mesures pour reconstruire le secteur agricole. Cependant, seulement 4% du budget du gouvernement – 40 millions de dollars – sont consacrés à l'agriculture, ce qui signifie que les efforts du gouvernement ont peu de chance de succès.²⁵

En même temps, le gouvernement du Salvador estime que l'évasion fiscale illégale coûte au pays autour de 1,7 milliards de dollars chaque année.²⁶

Le programme de repas gratuits à l'école au Ghana – ce qui peut être fait avec les impôts.

Environ un tiers de la population du Ghana vit avec moins de 1,25 dollars par jour²⁷ et plus d'un quart des enfants Ghanéens de moins de cinq ans sont en retard de développement, un indicateur de malnutrition chronique.²⁸

En 2005 le Ghana a mis en place un programme de repas gratuits à l'école, offrant un repas chaud par jour à plus d'un million d'élèves de communautés pauvres. Depuis 2005, les taux d'inscription ont augmenté jusqu'à 30% dans certaines régions. Le programme est financé à la fois par le gouvernement et par l'aide internationale, mais à cause du manque de fonds le programme n'avait touché que 67% de la population visée, fin 2010.²⁹

Les recettes fiscales seraient le meilleur moyen de combler ce déficit budgétaire. Une étude du secteur minier du Ghana montre qu'environ 36 millions de dollars sont perdus chaque année à cause de la triche fiscale des entreprises minières multinationales.³⁰ 36 millions de dollars qui couvriraient les coûts du programme de repas gratuits à l'école et plus encore.

Les gouvernements des pays en développement dépenseraient-ils les recettes fiscales pour des programmes de lutte contre la pauvreté ?

Il n'y a pas de garantie sur la façon dont les gouvernements utiliseront leurs ressources. Cependant, les études sur la corrélation entre recettes fiscales et progrès vers les Objectifs du Millénaire pour le Développement montrent qu'en général, plus les pays Africains collectent d'impôts, plus ils progressent dans la réalisation de ces objectifs.³¹

Les pays en développement ayant vu leur dette annulée, comme cela s'est fait à la fin des années 1990, ont montré que voyant leurs revenus s'accroître, ils ont augmenté leurs dépenses de réduction de la pauvreté. Contredisant les peurs qu'une réduction de la dette serait mal dépensée ou disparaîtrait dans les poches de certains individus, les pays qui ont participé à l'initiative pour les pays pauvres très endettés et l'initiative d'allègement de la dette multilatérale ont augmenté leurs dépenses sur les programmes de réduction de la pauvreté.

La société civile, garante de l'utilisation des recettes fiscales pour la réduction de la pauvreté et des inégalités.

Dans un nombre croissant de pays en développement, les organisations de la société civile jouent un rôle clé non seulement pour obtenir des contrats équitables des multinationales travaillant dans leur pays, mais aussi pour pousser les gouvernements à investir les recettes fiscales additionnelles dans le développement des services essentiels pour les

Comment la Bolivie a tiré avantage de l'augmentation de ses revenus fiscaux ?³²

Après la privatisation de son industrie pétrolière et gazière en 1996, la Bolivie a abaissé les royalties payées par les entreprises étrangères à seulement 18%. À la suite de campagnes intensives menées par la société civile sur de nombreuses années et d'un changement de gouvernement en 2006, une nouvelle loi a été votée obligeant les entreprises étrangères à payer bien plus pour le pétrole, le gaz et les minerais extraits. La Bolivie conserve maintenant 50% de la valeur de toute la production de pétrole et de gaz. Les recettes du gouvernement pour ce secteur sont passées d'environ 173 millions de dollars en 2002 à environ 1,65 milliards de dollars de royalties et d'impôts sur les hydrocarbures pour la première moitié de 2013.

Les nouvelles ressources ont permis de financer :

- des pensions de retraites pour limiter l'extrême pauvreté chez les personnes âgées.
- des bourses couvrant les frais d'inscription à l'école primaire pour les familles pauvres.
- des allocations pour inciter les jeunes mères sans couverture médicale à demander un suivi médical pendant et après la grossesse, pour réduire la mortalité maternelle et infantile.
- des petit-déjeuner pour les enfants à l'école primaire pour leur assurer un repas consistant par jour.

Impôt et éducation au Kenya

Les revenus fiscaux ont drastiquement augmenté ces dernières années au Kenya, passant de 2,4 milliards de dollars en 2002 à 6 milliards de dollars en 2009, principalement en intégrant plus de citoyen-ne-s Kényan-ne-s dans le système fiscal.

Jusqu'en 2002, les parents devaient payer pour les livres et les uniformes, ainsi que des frais de construction d'école. Les enfants dont les parents ne pouvaient se permettre ces frais étaient mis à l'écart ou n'allaient pas à l'école. En 2002, le gouvernement a mis en place l'éducation primaire universelle et gratuite. L'augmentation des revenus fiscaux a rendu cela possible. Le Kenya a maintenant le meilleur taux d'inscription dans le secondaire de l'Afrique de l'Est et le meilleur ratio élève-instituteur pour l'école primaire. De plus, 87% des Kényans de plus de 15 ans savent lire et écrire. On voit que les ressources fiscales supplémentaires ont permis aux Kényan-ne-s d'accéder à une meilleure éducation.³³

populations vulnérables et d'autres mesures de réduction de la pauvreté. En même temps, ces organisations soutiennent des réformes progressives des régimes fiscaux nationaux et informent les médias et le public sur les avantages d'avoir de meilleures règles fiscales et une augmentation

des recettes fiscales. Il est essentiel que les pays donateurs en Europe continuent à soutenir ces activités afin d'accentuer la pression sur les Etats du Sud pour qu'ils augmentent leurs recettes fiscales et investissent ces revenus dans la réduction de la pauvreté.

Les entreprises multinationales et la triche fiscale.

Quels types d'impôts les entreprises multinationales paient-elles ?

L'impôt le plus commun pour les entreprises est l'impôt sur les sociétés, calculé sur la base des bénéfices de l'entreprise. Les entreprises paient aussi des impôts sur leurs importations et exportations, sur les dividendes qu'elles versent à leurs actionnaires et sur les plus-values réalisées.

L'Etat perçoit aussi des impôts sur le revenu des employés des entreprises. Où que les entreprises soient basées, les Etats vont collecter la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) sur les biens et services qu'elles vendent – payée par le consommateur.

Comment les multinationales trichent sur leur impôt – légalement et illégalement ?

Par différents moyens, les multinationales cherchent à réduire leur charge fiscale – particulièrement l'impôt sur les sociétés – dans les pays où elles travaillent.

Il y a les méthodes légales d'optimisation fiscale :

- Utiliser des schémas d'optimisation fiscale conçus sur-mesure par des comptables.
- Demander des exemptions fiscales. (voir p.19)

Il y a les méthodes d'évasion fiscale illégales :

- Falsifier les factures envoyées à d'autres entreprises (pour manipuler les bénéfices réalisés, et par conséquent les impôts payés sur ces bénéfices).
- Falsifier les prix des transferts de biens et services aux filiales de la même entreprise multinationale (à nouveau pour manipuler les bénéfices réalisés et les impôts payés).
- Transférer de l'argent hors du pays illégalement.

La distinction entre l'optimisation fiscale, légale, et l'évasion fiscale, illégale, peut-être floue et certaines multinationales jouent sur la frontière imprécise entre les deux. Les méthodes d'optimisation fiscale sont souvent qualifiées d'évasion fiscale,



Christian Alch/Hannah Richards

Omar, neuf ans, cire des chaussures tous les matins à El Alto, Bolivie, gagnant au mieux 1€50 par jour. L'après midi il va à l'école.

donc illégales, lorsqu'elles sont inspectées par l'administration fiscale d'un pays. Si les exemptions fiscales sont légales en elles-mêmes, elles sont souvent obtenues en versant des pots-de-vin à des fonctionnaires corrompus ce qui est illégal.

La manipulation des prix d'échange.

Nous l'avons vu, les pays en développement perdent chaque année autour de 160 milliards de dollars à cause de la fraude fiscale des entreprises multinationales. Ce chiffre est une estimation de Christian Aid basée sur une étude sur la fuite illicite de capitaux de Raymond Baker, du US Center for International Policy, par la suite confirmée par une analyse détaillée de données commerciales en Europe et aux Etats-Unis par le professeur Simon Pak d'Harvard. Ce dernier s'est concentré sur deux formes de triche fiscale des multinationales : les prix de transfert et les fausses factures.³⁴ Dans les deux cas on peut parler de manipulation des prix d'échange.

Les prix de transfert : un prix de transfert est le prix payé pour des biens et services achetés et vendus entre les filiales d'un même groupe. Le prix de transfert doit être basé sur le principe de pleine concurrence, selon lequel les entreprises devraient s'acheter et se vendre ces biens et services au prix de marché. Les échanges intra-groupe, entre les différentes filiales des multinationales représentent 60% du commerce mondial. Le principe de pleine concurrence est facilement et souvent ignoré.

La manipulation des prix d'échange.

- Le draft d'un rapport d'audit ayant fuité a permis de montrer que la multinationale Glencore (maintenant Glencore Xstrata) avait exporté du cuivre de Zambie en Suisse – sur le papier au moins – pour le quart de sa valeur de marché. Revendu ensuite pour sa valeur réelle, le profit reste alors en Suisse où il n'est soumis qu'à peu ou pas d'impôt. Glencore nie avoir commis des actes répréhensibles.³⁵

Une étude menée pour Christian Aid³⁶ a révélé que, sur le papier :

- 36 000 kilos de café du Nigéria ont été exportés aux Etats-Unis à 0,69\$/kg à un moment où le prix mondial du café était de 2,35\$/kg.
- Un arrivage de sèche-cheveux a été exporté au Nigéria au prix de 3 800\$ le sèche-cheveux quand le prix de marché pour ce modèle était de 25,35\$.

Le prix de transfert abusif décrit une pratique par laquelle deux entreprises, généralement des filiales de la même entreprise multinationale, s'achètent et se vendent des produits et des services à des prix trop haut ou trop bas, = pour minimiser leurs bénéfices dans les pays où elles devraient payer des impôts sur ces bénéfices. Cela implique souvent des achats et des ventes à des filiales dans les paradis fiscaux, où les impôts sur les bénéfices sont faibles ou inexistantes et où on ne leur posera pas de questions.

Pour dissimuler cette activité, la filiale dans le paradis fiscal va facturer à la société ayant une réelle activité économique des services tels que du « conseil en management », ou des services financiers, ou encore l'usage d'un nom de marque... n'importe quel terme vague et immatériel qui permet à l'entreprise produisant des biens et services réels d'augmenter leur coût et donc de diminuer ses bénéfices imposables.

La fausse facturation est une pratique similaire, dans laquelle les contrats sont passés entre des entreprises sans lien pour falsifier des factures et manipuler les prix afin de réduire leurs bénéfices imposables. Dans ce cas, la facture papier ne reflète pas le prix effectivement payé. La fausse facturation est difficile à détecter dans les statistiques officielles car elle est souvent basée uniquement sur des accords verbaux entre acheteurs et vendeurs. Elle n'en est pas moins très répandue. Cette méthode de fausse facturation peut-être utilisée aussi bien pour l'évasion fiscale que pour le blanchiment d'argent, permettant aux revenus du crime et de la corruption d'être déplacés hors du pays, ainsi « blanchis ».

La manipulation des prix d'échange expliquée – La banane dans votre corbeille de fruits.

En réalité une entreprise multinationale vend et livre votre banane directement à un supermarché, qui vous vend cette banane.

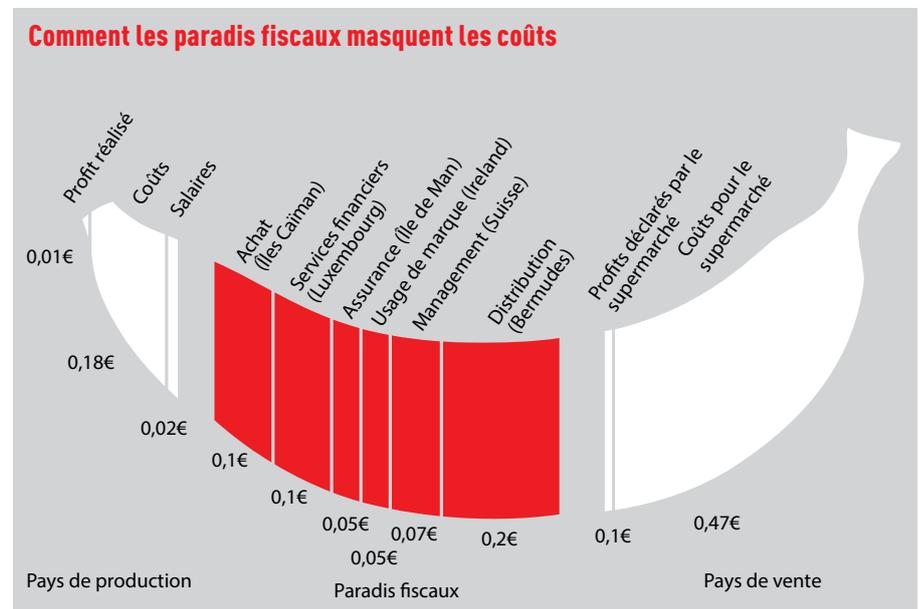
Sur le papier, le chemin est bien plus compliqué, passant par un ou plusieurs paradis fiscaux.

- Une entreprise dans un pays producteur de bananes vend une banane à une filiale dans un paradis fiscal à un prix très bas, équivalent à son coût de production. Aucun profit n'est réalisé, et donc il n'y a pas d'impôt à payer là où la banane a été produite.
- La filiale dans le paradis fiscal vend alors la banane à une filiale dans un autre pays à un prix très élevé, après avoir facturé des services financiers coûteux par exemple.
- Les profits générés par la vente de la banane par l'entreprise basée dans le paradis fiscal sont très élevés, mais l'entreprise ne paie presque pas voire pas du tout d'impôt sur ce bénéfice car les taux d'imposition du paradis fiscal sont faibles ou non-existants.³⁷

L'industrie de la fleur coupable de manipulation des prix de transfert au Kenya.

En 2013 le gouvernement Kényan a poursuivi Karuturi Global Ltd, le plus grand producteur de roses coupées au monde, pour avoir manipulé les prix de transfert pour ne pas payer près de 11 millions de dollars (environ 8 millions d'euros) d'impôt sur les sociétés. C'est la première fois qu'un gouvernement Africain poursuit publiquement en justice une importante entreprise multinationale pour manipulation des prix de transfert. Karuturi avait vendu des roses à une filiale de Dubaï pour un 1/10ème du prix de marché. Ainsi, 9/10ème des profits de la culture de la rose au Kenya étaient enregistrés à Dubaï, un paradis fiscal.³⁸

Voir <http://allafrica.com/stories/201305101359.html>



Certaines entreprises sans scrupule utilisent l'opacité financière offerte par les paradis fiscaux. Des coûts sont artificiellement créés dans un paradis fiscal pour cacher les profits réels et tricher sur les impôts dus. Cela permet aux entreprises de tricher sur l'impôt à la fois dans le pays de production et dans le pays de vente. Voici un exemple de la façon dont une banane peut voyager de filiale en filiale dans différents paradis fiscaux. L'argent gagné lors des services facturés dans les paradis fiscaux n'est pas taxé.

Comment SABMiller transfère ses bénéfices hors d'Afrique.

SABMiller, seconde plus grande entreprise du monde dans le secteur de la bière, est présente sur six continents. Son portefeuille de marques comprend Grolsh, Peroni et Miller et ses bénéfices mondiaux s'élèvent à 2 milliards de livres sterling par an. En 2010 ActionAid a publié un rapport après six mois d'étude sur sa Brasserie d'Accra au Ghana et cinq autres entreprises Africaines qu'elle détient.³⁹ ActionAid a découvert que la Brasserie d'Accra avait déclaré des pertes et n'avait pas payé d'impôt sur les sociétés au Ghana depuis deux ans, alors même qu'elle est le second plus gros vendeur de bière du pays, avec des ventes annuelles s'élevant à 29 millions de livres sterling, en augmentation ces dernières années. Chaque année, les six filiales en Afrique transfèrent des millions de livres sterling à des filiales dans des paradis fiscaux.

ActionAid a estimé les paiements des filiales de SABMiller en Afrique à ses filiales des paradis fiscaux :

- 43 millions de livres (environ 49 millions d'euros) de redevance à une filiale au Pays-Bas, pour l'utilisation de la marque.
- 40 millions de livres (environ 46 millions d'euros) en frais de service de management payés à une filiale en Suisse.
- 32 millions de livres (environ 37 millions d'euros) pour des matières premières censées avoir été achetées par les filiales Ghanéenne et Tanzanienne de SABMiller à une filiale de l'île Maurice – un paradis fiscal – alors même qu'elles étaient envoyées directement d'Afrique du Sud.
- La filiale de SABMiller au Ghana a aussi emprunté une forte somme à sa filiale de l'île Maurice et a ensuite payé des intérêts sur ce prêt à hauteur de 445 000 livres (510 000 euros) par an.

ActionAid a estimé que les gouvernements Africains avaient, à cause de ces pratiques, perdu 18 millions de livres sterling par an en impôts. SABMiller dément que les transactions identifiées par ActionAid aient été entreprises pour des raisons fiscales. Plus de détails sur l'enquête de ActionAid, et la réponse de SABMiller, sur www.actionaid.org/tax-power/actionaid-tax-campaign-highlights-so-far.

La sous-capitalisation

La sous capitalisation est une autre pratique communément utilisée pour réduire les impôts. Pour cela une filiale d'une entreprise multinationale emprunte des sommes importantes à une autre filiale de la même multinationale. La filiale créancière est localisée dans un paradis fiscal. La filiale qui a « emprunté » l'argent paie alors des intérêts sur cet emprunt et peut ainsi bénéficier de réductions d'impôts dans le pays où elle est située. C'est le cas de la filiale au Ghana de SABMiller, la Brasserie d'Accra (encadré). Pendant ce temps l'entreprise dans le paradis fiscal qui a prêté l'argent ne paie pas d'impôts sur les intérêts car le paradis fiscal n'impose que peu ou pas du tout les intérêts perçus.

Le « Round-tripping »

Le « Round-tripping » décrit le fait pour une entreprise de transférer ses profits à une filiale dans un paradis fiscal, puis de ramener l'argent dans le pays d'origine sous forme « d'investissements directs de l'étranger ». Comme cet argent est censé être un « investissement de l'étranger », il bénéficie de généreuses exonérations fiscales offertes aux entreprises étrangères (voir p. 19).

Les conventions de non-double imposition

Les conventions bilatérales de non double imposition sont supposées éviter que les opérations des multinationales couvrant plus d'un pays ne soient taxées deux fois (c'est-à-dire par le pays

d'origine de l'entreprise et par le ou les pays où elle opère.). Si éviter la double imposition est un objectif raisonnable, beaucoup d'entreprises cherchent à tirer le maximum d'avantages des conventions et à ne plus payer d'impôts du tout, par exemple en rapatriant leurs fonds dans les pays où ces conventions leur permettent d'éviter de payer des impôts – notamment les Pays-Bas. Les pays en développement n'ont souvent pas la capacité ou le poids économique pour négocier des conventions bilatérales de non-double imposition avec les pays développés en Europe ou ailleurs. La capacité des pays en développement à taxer les entreprises des pays développés en est alors sérieusement réduite.

Le rôle des paradis fiscaux

Quelle est la place des paradis fiscaux dans l'économie mondiale ?

Les paradis fiscaux sont au cœur de l'économie mondiale.

- Plus de la moitié du commerce international, au moins sur le papier, passe par les paradis fiscaux.⁴⁰
- Plus de la moitié de tous les avoirs bancaires et un tiers des investissements des entreprises multinationales passent par les paradis fiscaux.⁴¹
- En 2010 le Fonds Monétaire International (FMI) a estimé que l'argent à l'actif des seuls petits paradis fiscaux insulaires s'élevait à 18 000 milliards de dollars, soit à peu près un tiers de la richesse financière mondiale.⁴² Pour Tax Justice Network (TJN), jusqu'à 32 000 milliards de dollars pourraient être dissimulés dans les paradis fiscaux.⁴³

Qu'est-ce qu'un paradis fiscal ?

Les définitions du terme « paradis fiscal » diffèrent, mais la plupart des soixante paradis fiscaux dans le monde partagent deux caractéristiques :

- De hauts niveaux d'opacité financière.
- Des taux d'imposition très bas ou nuls offerts aux entreprises enregistrées là-bas.

Les paradis fiscaux sont aussi appelés :

- Juridictions opaques, en raison de leurs hauts niveaux de confidentialité.
- Centres financiers offshore, un terme préféré par les autorités des paradis fiscaux.

Les paradis fiscaux sont des acteurs clés de la triche fiscale. Certaines multinationales sont basées dans des paradis fiscaux pour des raisons légitimes : comme une agence de voyage proposant des séjours dans les Caraïbes. Mais de nombreuses entreprises les utilisent pour placer de fortes sommes d'argent qui seraient imposées dans d'autres pays. Pour cela :

- L'entreprise multinationale crée une filiale dans un paradis fiscal qui reçoit des profits réalisés dans d'autres pays, notamment des pays en développement. La plupart des paradis fiscaux autorisent l'enregistrement d'entreprises même si elles n'ont pas d'activité substantielle sur place.
- Le paradis fiscal n'impose pas ou peu ces profits.
- L'identité de l'entreprise-mère qui détient filiales, comptes en banque et trusts dans le paradis fiscal est généralement gardée secrète, ce qui ne permet pas de connaître l'étendue réelle des profits réalisés et des impôts perdus.

Quelle diminution de charge fiscale une entreprise peut réaliser grâce à un paradis fiscal ?

En 2012, Christian Aid a analysé les données financières et de propriété de plus de 1 500 multinationales opérant en Inde, au Ghana et au Salvador. Cette recherche conclut que les multinationales qui ont des liens avec des paradis fiscaux paient en moyenne 28,9% moins d'impôts que celles qui n'en ont pas.⁴⁴

Où sont les paradis fiscaux?

Un paradis fiscal peut-être n'importe quel territoire ayant ses propres lois sur la fiscalité, la confidentialité et les règles d'enregistrement des entreprises étrangères. Ça peut-être un pays, un Etat, ou même une ville.

- Les paradis fiscaux européens incluent Andorre, Chypre, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Suisse.
- Les paradis fiscaux de l'ancien empire colonial Britannique, qui gravitent autour de la City de Londres, comprennent les Îles Cayman, Hong Kong, les Bahamas, les Bermudes, Montserrat, les Îles Vierges Britanniques et les Dépendances de la Couronne Britannique dans la Manche.
- Les paradis fiscaux autour de la zone d'influence des Etats-Unis comptent les Îles Vierges et certains Etats des Etats-Unis tel que le Delaware.

Le rôle des cabinets d'expertise comptable.

Ces dernières années, le nombre grandissant de procès, notamment aux Etats-Unis, a révélé le rôle des grands cabinets d'audit dans la triche fiscale, via les plans d'optimisation fiscale qu'ils proposent à leur clients.⁴⁵

L'industrie de l'optimisation fiscale est dominée par quatre cabinets d'expertise comptable connus sous le nom de « Big Four » : PriceWaterhouseCoopers (PWC), KPMG, Deloitte et Ernst & Young (E&Y). Ils ont été moteur de la création de structures fiscales et de systèmes comptables complexes pour les multinationales, permettant le transfert de bénéfices vers des multitudes de filiales dans des paradis fiscaux.

Les « Big Four » ont soutenu la création du Bureau International des Normes Comptables (International Accounting Standards Board - IASB), un organisme qui conçoit les règles comptables que doivent appliquer les entreprises pour leurs bilans annuels. De nombreux membres du conseil d'administration de l'IASB ont été employés par les « Big Four » dans le passé. Plus de 100 Etats, y compris la France et les pays membres de l'Union Européenne (UE), reprennent les normes comptables internationales dites IFRS (International Financial Reporting Standards) établies par l'IASB directement dans leur législation.

Mais pour les organisations de la société civile, ces normes comptables renforcent le manque de transparence et de responsabilité des entreprises multinationales. Par exemple, les standards de l'IASB n'exigent qu'un bilan des profits et impôts payés au niveau mondial, plutôt qu'un reporting pays-par-pays. Cela facilite la dissimulation de profits dans les paradis fiscaux par les entreprises peu scrupuleuses.

Les exemptions fiscales – le nivellement par le bas.

À côté de l'évasion et de l'optimisation fiscale, les exemptions fiscales ont joué un rôle majeur en limitant les revenus des pays en développement. Certaines exonérations fiscales sont positives, car elles peuvent encourager ou faire évoluer certains comportements sociaux. Comme les exemptions fiscales sur les livrets d'épargne qui encouragent l'épargne, ou les exonérations sur les moyens de transport moins polluants. Mais souvent les exemptions fiscales offertes aux grandes entreprises ont un impact négatif sur les pays pauvres.

Depuis les années 80, la mondialisation a conduit de nombreux pays, qu'ils soient développés ou en développement, à entrer en compétition les uns avec les autres pour attirer des investisseurs étrangers en offrant de généreuses exemptions fiscales aux multinationales. Certains ont qualifié cette compétition fiscale de « nivellement par le bas ». Les exemptions fiscales les plus répandues sont :

- Les exonérations temporaires, qui permettent sur une période définie, de payer moins ou pas d'impôt.
- Les zones de libre échange ou « zones économiques spéciales » qui permettent, sur un territoire défini, de ne pas être soumis à la législation fiscale normale.

De nombreux gouvernements pensent que les exemptions fiscales sont nécessaires pour attirer des investissements étrangers

Industries extractives : bénédiction ou malédiction ?

En plus de taux d'imposition sur les sociétés faibles, les entreprises du secteur des industries extractives (pétrole, minerais, gaz) ont souvent de faibles taux de redevance ou de royalties. Les royalties sont une taxe payée sur les volumes de minerais, pétrole ou gaz extraits. Suite à la privatisation de son industrie du cuivre dans les années 90, la Zambie a concédé aux entreprises minières, par contrats, l'un des plus faibles taux de royalties jamais vu : 0,6%.⁵¹

Ces accords sont conclus dans l'opacité, sans contrôle de la société civile, des parlements ou des syndicats, ce qui contribue à expliquer les taux si bas qui sont concédés.

Le manque de transparence a été le moteur de la corruption dans les industries extractives, impliquant à la fois les Etats et les entreprises multinationales. C'est l'une des raisons de l'extrême pauvreté, de très fortes inégalités et d'une gouvernance faible dans de nombreux pays riches en ressources naturelles. En Afrique par exemple, on trouve des pays parmi plus pauvres du monde alors que la valeur de leurs exportations de minerais équivaut à neuf fois l'aide internationale.⁵² De même, des Etats africains riches en ressources sont parmi les plus inégaux.

dont ils auraient besoin pour se développer économiquement et lutter contre la pauvreté. En réalité, la perte de ressources fiscales due aux exonérations fiscales a régulièrement dépassé les bénéfices des investissements étrangers.⁴⁶ Certains pays perdent jusqu'à 5% de leur richesse nationale à cause des exemptions fiscales.⁴⁷ Les exemptions fiscales offertes aux entreprises au Kenya, par exemple, coûtent au gouvernement 1,1 milliards de dollars – presque le double du budget de la santé – dans un pays où 46% de la population vit dans l'extrême pauvreté.⁴⁸

En plus d'offrir des exemptions fiscales, les pays en développement sont poussés à maintenir l'impôt sur les sociétés au minimum pour les entreprises étrangères, une fois de plus pour attirer les investisseurs étrangers. L'influent rapport annuel

« Doing Business » de la Banque Mondiale, par exemple, encourage de faibles taux d'imposition, comme étant un facteur d'amélioration du climat d'investissement dans les pays en développement. Plus l'impôt sur les sociétés est faible, plus le pays obtiendra une note élevée dans le classement de la Banque Mondiale.⁴⁹

En réalité, il y a peu de preuves que les exemptions fiscales ou de faibles taux d'imposition soient des facteurs prépondérants dans la décision d'une entreprise d'investir ou non dans un pays. Les enquêtes auprès des entreprises ont montré à plusieurs reprises que, si les questions fiscales comptent pour les investisseurs étrangers, d'autres considérations, comme la qualité des infrastructures, de la main d'œuvre et la bonne gouvernance – toutes largement financées par les ressources fiscales – sont plus importantes.⁵⁰

Les solutions

Rendre le système plus transparent.

Les administrations fiscales des pays en développement ont constamment affirmé qu'un meilleur accès à l'information sur les bénéfices des entreprises, sur qui les détient et sur où sont ces bénéfices, est la clé pour récupérer les revenus fiscaux aujourd'hui perdus. Actuellement, l'opacité dans les paradis fiscaux combinée avec le manque de transparence dans la comptabilité des entreprises rend pratiquement impossible pour les pays en développement de détecter la triche fiscale des entreprises multinationales. Les solutions listées ci-dessous contribueraient largement à mettre fin à ce problème de transparence

« Toute régulation qui établirait un standard international de déclaration des bénéfices des sociétés transnationales serait très utile. »

*Erick Coyoy, Ministre de l'économie du Guatemala*⁵⁴

Rendre les comptes des entreprises plus transparents.

Aujourd'hui les standards de comptabilité internationaux n'exigent des entreprises multinationales qu'elles ne donnent qu'un chiffre mondial des bénéfices et des impôts payés. Il est difficile de détecter les triches fiscales telles que la manipulation des prix d'échange sans un reporting pays-par-pays des profits réalisés par chaque filiale d'une entreprise multinationale – y compris ceux des filiales enregistrées dans les paradis fiscaux. Idéalement, un reporting pays-par-pays standard exigerait que les entreprises multinationales incluent dans leurs états financiers annuels :

- Le nom de tous les pays dans lesquels elles opèrent et les noms de leurs filiales dans ces pays.
- Les ventes, achats, charges salariales, nombre d'employés, revenus avant impôts et avoirs dans chaque pays.
- Les impôts payés dans chaque pays.

Le reporting pays-par-pays offre les avantages suivants :

- Les administrations fiscales pourraient accéder aux données nécessaires pour détecter et mettre un terme aux pratiques de prix de transfert et autres formes d'évasion fiscale.
- Les investisseurs auraient plus d'informations pour évaluer le risque – notamment le risque fiscal – d'investissement dans une entreprise multinationale.
- Les entreprises responsables, payant leurs impôts auraient l'occasion de montrer publiquement qu'elles sont en règle et qu'elles contribuent aux services publics et à la société.⁵³

L'IASB (voir encadré p.18) n'a, à ce jour, pas accepté d'introduire de nouveau standard de comptabilité pays par pays. Sans surprise il y a peu de soutien concret pour un tel standard parmi les entreprises multinationales elles-mêmes.⁵⁵ La pression de la société civile et d'un nombre croissant de dirigeants politiques a permis des avancées concrètes vers plus de transparence dans les opérations des entreprises multinationales, en particulier dans celles du secteur extractif.

Les progrès en matière de transparence des entreprises multinationales.

- En juillet 2010 le Congrès américain a voté la loi de réforme de Wall Street et de protection du consommateur, connue sous le nom de loi Dodd-Frank. Elle inclut une disposition contraignant les entreprises du secteur extractif inscrites au registre de la SEC (Securities and Exchange Commission, l'équivalent de l'Autorité des Marchés Financiers, AMF, en France) à déclarer combien elles versent à chaque pays, Etats-Unis compris, pour le pétrole, le gaz et les minerais extraits. Les entreprises n'ayant à déclarer que les paiements versés aux gouvernements et non le détail des bénéfices réalisés, c'est un outil permettant la détection de la corruption plus qu'une arme contre la triche fiscale. Elle est néanmoins une première étape importante vers un reporting pays-par-pays complet.⁵⁶
- En juin 2013, dépassant les objectifs de la loi Dodd-Frank, l'UE a adopté de nouvelles lois contraignant les entreprises pétrolières, minières, gazières et forestières européennes à déclarer les paiements versés aux gouvernements, y compris les impôts et les royalties, à partir de 100 000 euros et avec un détail par projet.
- En 2013, la législation bancaire de l'UE a été révisée pour inclure un reporting pays-par-pays des bénéfices et des impôts payés par les banques.

- Le 22 mai 2013, les dirigeants européens, en réponse au scandale de pratiques d'évasion fiscale d'Apple ou Google, ont affirmé leur engagement d'explorer de nouvelles pistes pour un reporting pays-par-pays pour toutes les grandes entreprises, non limité au seul secteur des industries extractives.

L'échange automatique d'information

Un système de partage automatique d'information sur les particuliers et entreprises détenant des richesses dans un pays donné, paradis fiscaux inclus, indiquant le pays d'origine des richesses, fournirait des données utiles aux pays sur les risques de triche fiscale. Obliger spécifiquement les paradis fiscaux à partager de telles informations de façon automatique avec les pays en développement serait une étape majeure dans la bataille pour la fin de l'opacité des centres financiers offshores.

Aujourd'hui, l'OCDE demande aux paradis fiscaux de signer au moins 12 Accords d'échange de renseignement fiscal (TIEAs) pour ne pas être inscrit sur la liste noire des juridictions non-coopératives.

« Il devrait y avoir de la transparence. Les paradis fiscaux en particulier devraient coopérer avec les pays pour mettre à jour les biens mal-acquis qui s'y trouvent. »

Pranab Mukherjee, déclaration de 2011 alors qu'il était ministre des finances Indien.⁵⁷

Cependant, les TIEAs n'ont pas servi aux pays en développement :

- Ce sont des traités bilatéraux, or jusqu'à maintenant les paradis fiscaux n'ont accepté d'en signer qu'avec des pays puissants économiquement. D'où le besoin d'un accord multilatéral d'échange d'information.
- Les TIEAs ne permettent que l'échange d'informations fiscales « à la demande », pas automatiquement. Cela signifie qu'une administration fiscale cherchant une information dans un paradis fiscal doit collecter des preuves concrètes d'un risque de triche fiscale de la part d'un particulier ou d'une entreprise avant de pouvoir effectuer la demande auprès du paradis fiscal. Cette procédure est très coûteuse et complexe, même pour les administrations fiscales européennes qui disposent pourtant de ressources relativement importantes. La plupart des pays en développement n'ont pas les moyens d'utiliser un système d'échange d'informations « à la demande ».

Les progrès en matière d'échange automatique d'informations.

- La Directive de l'UE sur la Fiscalité de l'Épargne permet l'échange d'informations sur les comptes de particuliers – pas d'entreprises – entre les pays de l'UE et 15 paradis fiscaux en dehors de l'UE. Mais des États comme le Luxembourg et l'Autriche font de la résistance, retardant sa mise en œuvre.

- En novembre 2011, les pays du G20 ont affirmé leur accord pour signer la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale de l'OCDE. Elle comprend des dispositions pour l'échange d'informations fiscales entre différents pays, notamment l'échange automatique. Bien que la Convention soit relativement faible, ce soutien officiel du G20 a offert un point de départ pour mettre en œuvre l'échange d'informations

multilatéral et automatique. Le défi est que les paradis fiscaux signent la Convention Multilatérale.

- Lors d'un sommet en 2012, les leaders du G20 ont appelé les pays « à rejoindre la pratique de plus en plus répandue (de l'échange automatique d'information financière) au cas par cas ». ⁵⁸ Cela reflète un consensus grandissant parmi les responsables politiques sur le fait que l'échange



Des élèves à l'école publique dans le nord du Ghana prennent leur repas, fourni par le programme de nourriture de l'Etat. Le Ghana perd au moins 36 millions de dollars d'impôts uniquement sur le secteur minier. Le programme pourrait bénéficier à bien plus d'enfants si l'Etat pouvait collecter toutes les taxes qui lui sont dues.

automatique d'informations fiscales est la norme vers laquelle tous les pays – paradis fiscaux compris – devraient se diriger.

- Le FACTA (Foreign Account Tax Compliance Act), entré en vigueur aux Etats-Unis en 2013, est une étape clé vers l'échange automatique d'informations au niveau mondial. FACTA oblige les institutions financières hors des Etats-Unis à fournir automatiquement aux autorités américaines les informations sur les comptes détenus dans leurs établissements par des citoyen-ne-s américain-ne-s, à partir de 50 000 dollars. Les institutions financières qui ne respecteraient pas FACTA seraient interdites d'accès au marché américain. Ces nouvelles obligations visent les institutions financières, mais la mise en œuvre de FACTA passe largement par des accords entre administrations fiscales pour l'échange automatique d'informations. Bien que FACTA ne concerne que les comptes détenus par des particuliers, cette législation crée une brèche dans l'opacité des paradis fiscaux, et aide à démontrer la possibilité technique de l'échange automatique d'informations. Les pays de l'UE – ayant pour la plupart signé un projet pilote – peuvent ainsi accéder à plus d'informations sur les avoirs dans les paradis fiscaux, car ils demandent un accès à l'information identique à celui requis par le FACTA américain. Il n'est cependant pas sûr que les pays en développement puissent bénéficier des avancées de la législation américaine.

Identifier le bénéficiaire effectif.

Le « bénéficiaire effectif » est la personne qui jouit de la propriété d'un avoir (par exemple, un compte en banque, un trust ou une propriété). Identifier cette personne morale ou physique peut être difficile – voire impossible – leur identité étant cachées par le système des sociétés-écrans anonymes, des prête-noms et d'autres techniques. Les entreprises et les plus fortunés placent souvent leurs richesses dans des trusts, fondations et entreprises enregistrées dans les paradis fiscaux, ce qui empêche de remonter aux propriétaires effectifs de ces avoirs.

À côté de l'échange automatique d'informations, il est donc nécessaire de mettre en place un mécanisme permettant aux administrations fiscales et aux citoyen-ne-s de savoir qui possède quoi, et où. Il devrait prendre la forme d'un registre public dans chaque pays, paradis fiscaux compris, de tous les bénéficiaires effectifs des trusts, fondations et entreprises, accessible à la fois par les Etats et les citoyen-ne-s ordinaires.

Les progrès en matière d'identification des bénéficiaires effectifs

Au sein de l'UE, la révision de la Directive anti-blanchiment (Anti-Money Laundering Directive, AMLD) est une opportunité importante pour améliorer la transparence financière, notamment sur l'identification des bénéficiaires effectifs. Le projet publié par la Commission européenne en février 2013 proposait que les informations sur les bénéficiaires effectifs des entreprises soient mises à disposition des administrations et institutions financières seulement. ⁵⁹

En mars 2014, le Parlement européen s'est lui prononcé en faveur de registres publics – accessibles à tous – des bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts.⁶⁰

S'attaquer au blanchiment d'argent dans l'UE.

Au vu des montants colossaux transférés des pays en développement vers l'UE et les paradis fiscaux européens, l'UE a une forte responsabilité à assumer. Le projet de Directive anti-blanchiment de la Commission européenne devrait donc :

- S'assurer de la mise en place de registres publics des bénéficiaires effectifs des sociétés et trusts (voir plus haut).
- Se saisir de la question de l'échange d'informations avec les pays hors de l'UE, car cette législation s'applique au blanchiment de revenus du crime où qu'il soit perpétré dans le monde.
- Considérer la fraude fiscale comme une infraction sous-jacente au blanchiment de capitaux. L'infraction ainsi définie serait une étape importante dans la lutte contre l'évasion fiscale : si la fraude fiscale était une infraction sous-jacente, comme la corruption par exemple, les banques et autres intermédiaires financiers seraient légalement obligés de détecter et de déclarer les transactions qui pourraient être liées à un blanchiment d'évasion fiscal.

À travers l'Europe, la société civile se mobilise pour obtenir des mesures plus ambitieuses sur ces sujets.

Réformer le système.

L'idée qu'au-delà de plus de transparence, il faudrait une réforme du système lui-même et de la façon donc les entreprises multinationales sont taxées, est en train de progresser.

Le problème de base est que le système d'imposition international ne répond plus au fonctionnement actuel des entreprises multinationales. Les règles fiscales actuelles supposent que les différentes entités formant une multinationale agissent indépendamment les unes des autres. Pourtant, les récentes allégations de triche fiscale par Amazon, Google, Ikea, BNP Paribas, Starbucks, Apple et d'autres multinationales suggèrent que ce n'est pas le cas. En réalité, les différentes filiales composant un groupe multinational agissent comme une seule entité suivant une seule et unique stratégie commerciale.

Le principe de « taxation unitaire » est une proposition visant à ce que les multinationales soient traitées comme une seule entité plutôt que comme une somme d'entreprises indépendantes. Avec une telle approche et sur la base d'une formule issue d'un accord, les impôts dus par une entreprise serait partagés entre les Etats en proportion de l'activité économique de l'entreprise

par pays. Le but serait d'empêcher qu'une filiale d'une multinationale puisse enregistrer ses profits ailleurs que dans le pays où son activité a vraiment lieu pour échapper à l'impôt.

Certaines ONG ne sont pas convaincues qu'une taxation unitaire bénéficierait aux pays en développement et craignent qu'un accord sur la formule de calcul pour distribuer les impôts perçus ne bénéficie qu'aux pays riches. D'autres pensent qu'une taxation unitaire, si elle est conçue par et pour tous les pays y compris les pays en développement, pourrait permettre aux Etats de collecter une part plus juste des profits générés par les multinationales sur leur territoire.

Les avancées vers un nouveau système d'imposition des multinationales.

Le terme utilisé par l'OCDE et d'autres institutions pour décrire le problème du transfert des bénéfices pour des raisons fiscales est « l'érosion de la base d'imposition », car cela provoque une diminution de la base imposable des pays touchés.

En février 2013, l'OCDE a publié son rapport « Lutter contre l'érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices ». ⁶¹ Ce rapport reconnaît que l'érosion de la base

d'imposition est un risque sérieux pour les recettes fiscales et que les stratégies de transfert des bénéfices des multinationales en sont une cause fondamentale. Il reconnaît aussi que les règles d'imposition internationales rédigées il y a quatre-vingts ans n'ont pas suivi l'évolution de l'environnement commercial et ne sont plus adaptées. Il affirme qu'une action unilatérale ne résoudrait pas le problème et qu'une approche holistique et exhaustive est nécessaire. Il appelle les gouvernements à sortir des sentiers battus et à identifier de nouvelles façons d'imposer les multinationales.

Le rapport de l'OCDE est un élément important dans le processus de développement d'un nouveau système d'imposition des multinationales. Nous devons maintenant nous assurer que les pays en développement se voient accorder la place nécessaire à la défense de leurs intérêts et qu'ils soient totalement inclus dans tous les processus visant à concevoir de nouvelles réglementations fiscales pour que les règles ne profitent pas qu'aux pays riches.

Les progrès de la justice fiscale au Royaume Uni.

Ces derniers temps, les scandales médiatiques sur les multinationales qui ne paient pas leurs d'impôts éclatent de toutes parts, et pour de bonnes raisons. L'administration fiscale du Royaume-Uni a estimé que l'évasion fiscale et l'optimisation fiscale agressive – grandes entreprises comprises – coûte au Royaume Uni autour de 30 milliards de livres sterling (environ 35 milliards d'euros) chaque année.⁶² Le premier ministre, David Cameron, a réagi en annonçant aux entreprises qu'elles devaient se réveiller et prendre conscience de la situation.⁶³

Cameron a promis de sévir contre les paradis fiscaux britanniques tels que les Îles Vierges Britanniques, en appelant à un standard mondial sur l'échange automatique d'information et en soutenant la création de registres publics des bénéficiaires effectifs des sociétés – souvent créés pour tricher sur la fiscalité. Ce changement politique est en partie le résultat du travail des ONG, mais pas uniquement.

Les coupes dans les budgets publics et les suppressions d'emplois au Royaume Uni ont entraîné un mécontentement des citoyen-ne-s britanniques envers les grandes entreprises pratiquant la triche fiscale et cela a accru la pression sur le gouvernement, le poussant à agir. Des groupes comme UK Uncut ont accru la visibilité du problème en occupant et en tenant des piquets de grève dans les magasins et points de vente des entreprises connues pour avoir triché sur leurs impôts au Royaume Uni. Bien que la colère populaire se soit concentrée sur la triche fiscale au niveau national, le débat public autour de cette problématique a permis aux ONG d'exposer ses effets sur les pays en développement.

En 2013, plus de 200 organisations de la société civile britanniques travaillant sur le développement international se sont unies pour une campagne demandant au Premier ministre du Royaume Uni et aux autres leaders du G8 d'aborder les causes de la faim dans le monde, la triche fiscale comprise. La campagne a convaincu David Cameron de mettre les questions de fiscalité et de transparence dans l'agenda du sommet du G8 en 2013, présidé par le Royaume Uni.

Les entreprises et dirigeants politiques britanniques ont beaucoup de chemin à parcourir, mais un changement majeur apparaît maintenant comme une vraie possibilité.

Q & A

Si les entreprises doivent payer plus d'impôts, est-ce qu'elles ne vont pas nous faire payer plus cher leurs produits et services ?

Tout d'abord, il est peu probable que les entreprises augmentent les prix de leurs produits car cela les rendraient moins compétitives face à la concurrence.

Par ailleurs, ce sont aujourd'hui essentiellement les multinationales qui pratiquent l'optimisation fiscale via des filiales offshore. Les petites et moyennes entreprises (PME), moins internationalisées, ne peuvent pas utiliser ce genre de systèmes. Donc si les multinationales augmentaient leurs prix à la hausse à cause de l'augmentation de leur charge fiscale, cela permettrait aux PME d'être plus compétitives, ce qui peut être bénéfique, car les PME créent souvent plus d'emplois.

Enfin, toute augmentation des prix des biens et services vendus par les entreprises serait compensé par l'amélioration des services publics qui pourrait être financés par une meilleure collecte des impôts.

En tant qu'Européens ne devrions-nous pas nous concentrer sur nos propres problèmes économiques plutôt que sur ceux des pays en développement ?

La triche fiscale a des effets néfastes dans tous les pays. Les réformes fiscales que nous proposons sont mondiales, et bénéficieraient ainsi autant aux pays Européens qu'aux pays en développement. Par exemple l'administration fiscale du Royaume-Uni a estimé perdre environ 35 milliards d'euros par an à cause de la triche fiscale.⁶⁴ Il faut noter que partout dans le monde, la triche fiscale a un impact plus lourd sur les populations les plus pauvres, car elles dépendent davantage des services publics.

Si les entreprises doivent payer plus d'impôts en Europe, ne vont-elles pas arrêter d'investir ici et aller ailleurs ? Cela n'aurait-il pas un effet dévastateur sur l'emploi en Europe ?

Nous demandons des réformes au niveau mondial, qui s'appliqueraient à toutes les entreprises et dans tous les pays, afin qu'il ne reste pas de territoire où les multinationales puissent cacher leurs profits.

En outre, les études montrent que les niveaux d'imposition ne sont pas un facteur déterminant des choix d'investissement des entreprises à l'étranger : la qualité des infrastructures, la bonne gestion, la qualité et le coût du travail sont des critères plus déterminants.⁶⁵ Enfin, si les grandes entreprises payaient plus d'impôts en Europe, les PME pourraient devenir plus compétitives, créer davantage d'emploi et améliorer la productivité.



Carte postale envoyée au Premier Ministre du Royaume-Uni avant le sommet du G20 de 2012 demandant aux dirigeants mondiaux d'aborder le double défi du changement climatique et de la triche fiscale.

Les entreprises trouveront toujours des moyens de tricher sur leurs impôts. On comble une faille, elles en trouvent une autre. Alors à quoi ça sert ?

Certaines multinationales et certains particuliers essaieront toujours de trouver des moyens de tricher pour réduire leurs impôts. Mais le système fiscal devrait leur rendre la tâche le plus difficile possible.

Aujourd'hui, les PDG des grosses multinationales peuvent avoir l'impression que leurs concurrents améliorent leurs profits en évitant l'impôt, et qu'ils doivent donc essayer de faire la même chose, car sinon leurs conseils d'administration et actionnaires pourraient leur reprocher de ne pas maximiser les bénéfices.

En tant que citoyen-ne-s Européen-ne-s nous devons convaincre les entreprises que l'optimisation fiscale présente un risque grave pour elles en termes de réputation. Si l'impôt devenait un élément central de la responsabilité sociale des entreprises, celles-ci chercheraient sans doute moins à éviter l'impôt et à exploiter les failles du système avec l'aide des cabinets d'expert-comptable (les « Big Four »).

Beaucoup de pratiques de triche fiscale sont légales. Comment peut-on reprocher à quelqu'un de vouloir réduire ses impôts ?

Si personne ne payait d'impôt, il n'y aurait pas d'argent public à investir dans l'éducation, la santé, la police ou la justice, les transports, les routes ou l'énergie. Nous sommes en accord avec le Premier Ministre Suédois quand il dit que les entreprises ont une obligation envers la société :

« Les entreprises demandent des investissements dans les infrastructures et dans la recherche et le développement. Elles veulent avoir du personnel qualifié. Et bien... qu'elles paient leurs impôts. Nous aurons ainsi les moyens de financer ces investissements. »

Fredrik Reinfeldt, Premier Ministre Suédois, 22 mai 2013.⁴⁶

Il y a une différence entre l'optimisation fiscale légale et celle qui est viole l'esprit de la loi. Si un plan d'optimisation fiscale est contraire à l'intention de la loi, il peut être sanctionné. C'est pourquoi les lignes directrices de l'OCDE se réfèrent au respect de l'esprit de la loi et incluent les pratiques d'évitement fiscal, et pas seulement l'évasion fiscale.

Si les Etats les plus pauvres obtiennent plus de recettes fiscales, les politiciens corrompus ne vont-ils pas dilapider cet argent ? Comment être sûr que cet argent ne va pas finir dans leurs poches ?

Comme nous l'avons déjà noté, nous ne pouvons pas garantir la manière dont les Etats vont dépenser cet argent. Cela dit, les recherches ont montré qu'en général, plus les pays Africains collectent d'impôts, plus ils se rapprochent des Objectifs du Millénaire pour le Développement.^W

Partout dans le monde, les citoyen-ne-s, les parlements et les médias jouent un rôle important pour surveiller les dépenses étatiques, tenir les gouvernements responsables et les pousser à dépenser les recettes fiscales additionnelles pour la réduction de la pauvreté. Si les citoyen-ne-s savent que leur gouvernement a plus d'argent, ils voudront savoir comment il le dépense : une augmentation des recettes fiscales peut donc les encourager à lutter contre la corruption.

Evidemment, les pays en développement ne sont pas les seuls à être impliqués dans la corruption. Quand de grosses sommes d'argent sont concernées, les grandes entreprises ont souvent été mises en cause pour avoir soudoyé des politiciens, des fonctionnaires et des banques.

Dans beaucoup de pays, les entreprises étrangères financent des projets de développement pour lutter contre la pauvreté. N'est-ce pas mieux que de payer des impôts ?

Les projets de développement offrent souvent des effets bénéfiques à court-terme pour un groupe social déterminé (par exemple, les communautés aux alentours d'une mine ou d'une usine). À l'inverse, l'impôt offre aux Etats une source de revenus à investir pour toutes ses citoyen-ne-s et non quelques-un-e-s. De plus, les Etats sont redevables devant leurs citoyen-ne-s alors que les entreprises doivent d'abord rendre des comptes à leurs actionnaires.

Si nous mettons un terme à l'activité des paradis fiscaux, les gens vivant là-bas ne vont-ils pas devenir très pauvres ?

Il faut garder en mémoire que la plupart des paradis fiscaux imposent leurs résidents à des taux équivalents aux autres pays. Les taux d'imposition faibles ou nuls ne sont généralement proposés qu'aux entreprises et particuliers non résidents.

Néanmoins, l'impact d'un démantèlement des paradis fiscaux est à prendre en compte car de nombreux habitants des paradis fiscaux sont employés par l'industrie des services financiers. Les paradis fiscaux deviennent des modèles à hauts-risques pour leurs citoyens. Les dettes

toxiques cachées dans les paradis fiscaux peuvent devenir des bombes à retardement pour leurs habitants comme l'ont montré les faillites des banques Islandaises en 2009 puis des banques Chypriotes en 2013.

Pour être moins sensibles à la volatilité du secteur financier les économies offshore devraient diversifier leur économie dans d'autres secteurs.

Par ailleurs, la pression des dirigeants mondiaux au G8, G20 et de l'UE pour rendre les paradis fiscaux moins opaques n'est pas prête de s'arrêter. S'ils ne changent pas leurs pratiques les paradis fiscaux pourraient faire face à un isolement économique et politique.

Les administrations fiscales des pays pauvres n'auront pas la capacité d'analyser les nouvelles données fournies par le reporting pays-par-pays des entreprises.

Dans les pays en développement le manque de moyens des administrations fiscales est un problème majeur. Les organisations de la société civile demandent aux pays donateurs d'augmenter l'aide et le soutien aux administrations fiscales des pays en développement. Mais si les administrations fiscales n'ont pas accès aux informations permettant de détecter la fraude fiscale, les programmes de renforcements des capacités les plus élaborés et les mieux financés échoueront.

Autrement dit : l'accès à l'information reste clé.



Christian Aid/Felicia Webb for the IF campaign.

Repas en Ethiopie : les recettes fiscales sont la clé de voute de la lutte contre la faim et la malnutrition.

Notes

- 1** Organisation Mondiale de la Santé (OMS), World Health Organisation www.who.int/water_sanitation_health/mdg1/en/index.html
- 2** Ibid
- 3** World Resources Institute Pilot Analysis of Global Ecosystems, February 2001
- 4** UNICEF
- 5** *Education for All Global Monitoring Report*, UNESCO, 2010
- 6** 'Tax in Developing Countries: Increasing resources for development', House of Commons, International Development Committee, Fourth Report of Session 2012-13, 16 Juillet 2012, p.5
- 7** Chiffre de la Banque Mondiale, www.worldbank.org/en/news/feature/2011/06/06/economics-adaptation-climate-change
- 8** Le Comité d'aide au développement de l'OCDE (DAC) fait état d'une baisse de 4% en termes réels de l'aide au développement dans le monde en 2012, après une baisse de 2% en 2011. www.oecd.org/dac/stats/aidtopoorcountries-slipsfurtherasgovernmentstightenbudgets.htm
- 9** Basé sur les chiffres de l'OCDE et cité par Jeffrey Sachs, 'The Facts Behind G8 Aid Promises', www.guardian.co.uk, 4 July 2010. Le chiffre de 20 milliards de dollars prend en compte l'inflation.
- 10** Chiffre de la Banque Mondiale. Voir <http://data.worldbank.org/indicator/DT.INT.DECT.GN.ZS>
- 11** Banque Mondiale, International Debt Statistics 2013 <http://data.worldbank.org/sites/default/files/ids-2013.pdf>, p.2
- 12** Chiffre cité in *Tax Justice Advocacy: A Toolkit for Civil Society*, Tax Justice Network, 2011
- 13** Le chiffre de 160 milliards de dollars US est une estimation de Christian Aid tirée du rapport *Death and Taxes, the true toll of tax dodging*, 2008, basé sur le travail de Raymond Baker sur la fuite illicite de capitaux. Appuyé par des recherches plus détaillées sur la manipulation de prix d'échange par le professeur Simon Pak dans le rapport de Christian Aid : *False Profits, Robbing the Poor to Keep the Rich Tax Free*, 2009.
- 14** Pays membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE (DAC)
- 15** www.oecd.org/dac/stats/aidtopoorcountries-slipsfurtherasgovernmentstightenbudgets.htm
- 16** Chiffre basé sur Josef Schmidhuber et Jelle Bruinsma, 'Investing towards a world free from hunger: Lowering vulnerability and enhancing resilience', in Adam Prakash (ed), *Safeguarding Food Security in Volatile Global Markets*, FAO, 2011. Action Contre la Faim/ Institute of Development Studies, *Aid for Nutrition: Using innovative financing to end undernutrition*, non-daté, p.13. Voir Susan Horton et al, *Scaling up Nutrition: How much will it cost?* World Bank, 2010, p.24.
- 17** Chiffre cité par Raymond Baker pour le Global Financial Integrity, Washington
- 18** Dev Kar et Sarah Freitas, *Illicit Financial Flows from Developing Countries Over the Decade Ending 2009*, Global Financial Integrity, 2011
- 19** Recherche publiée dans J Boyce et L Ndikumana, *Africa's Odious Debts*, Zed Books, 2011
- 20** Preuve citée dans *Who pays the price?*, Christian Aid, 2013
- 21** www.reuters.com/article/2012/02/07/zambia-mining-taxes-idAFL5E8D75SN20120207
- 22** FAO Statistical Yearbook, 2012
- 23** La Banque Mondiale estime que la croissance dans le secteur agricole est trois fois plus efficace pour réduire l'extrême pauvreté que dans les autres secteurs. Voir Susan Horton et al, *Scaling up Nutrition: How much will it cost?* World Bank, 2010, p.24
- 24** Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) *The State of Food and Agriculture 2012*, p35, www.fao.org/docrep/017/i3028e/i3028e.pdf.
- 25** L'ONG salvadorienne, FESPAD (Foundation for the Study and Application of the Law) estime qu'il faut 1,4 milliards de dollars US pour régénérer le secteur agricole.
- 26** Chiffre cité dans Christian Aid, *Who Pays the Price? Hunger: The Hidden Cost of Tax Injustice*, 2013, p22
- 27** UNDP, *Human Development Report*, 2012
- 28** Ibid
- 29** Le chiffre de 160 milliards de dollars US est une estimation de Christian Aid tirée du rapport *Death and Taxes, the true toll of tax dodging*, 2008, basé sur le travail de Raymond Baker sur la fuite illicite de capitaux. Appuyé par des recherches plus détaillées sur la manipulation de prix d'échange par le professeur Simon Pak dans le rapport de Christian Aid : *False Profits, Robbing the Poor to Keep the Rich Tax Free*, 2009. Ce chiffre a été par la suite confirmé dans une publication de la Banque Mondiale.
- 30** SEND-Ghana, *Investing in Smallholder Agriculture for Optimal Result: The ultimate policy choice for Ghana*, 2009
- 31** Attiya Waris et Matti Kohonen, 2013 La publication est disponible à <http://eadi.org/gc2011/waris-109.pdf>
- 32** *The Benefits of Foreign Investment: Is Foreign Investment in Bolivia's Oil and Gas Delivering?*, Christian Aid, 2007
- 33** Development Initiatives, *Kenya: Resources for Poverty Eradication Background Paper*, Sept 2012 <http://devinit.org/report/kenya-resources-for-poverty-eradication/>
- 34** Voir note n°13.
- 35** Exemple de manipulation de prix d'échange présumée par Glencore cité par EURODAD dans *How EU country-by-country reporting could tackle tax dodging and why this is needed* <http://eurodad.org/211928/>

- 36** Christian Aid, *False Profits: Robbing the Poor to keep the Rich Tax Free*, Mars 2009
- 37** L'exemple de la banane est tiré de Nick Shaxson, *Treasure Islands: Tax Havens and the men who stole the world*, Bodley Head, 2011
- 38** <http://allafrica.com/stories/201305101359.html>
- 39** *Calling Time: Why SABMiller Should Stop Dodging Taxes in Africa*, ActionAid, 2010
- 40** Chiffre cité dans Nicholas Shaxson, 2011, *op cit*, basé sur une statistique citée par le groupe des experts de Paris en 1999 et basé sur des recherches menées par J. Christensen et M. Hampton. Les preuves montre que cette part a augmenté depuis 1999.
- 41** Voir Ronen Palan, Richard Murphy and Christian Chavagneux, *Tax Havens: How Globalisation Really Works*, Cornell University, 2010.
- 42** IMF Working Paper, WP/10/38, February 2010
- 43** James Henry, *The Price of Offshore Revisited*, Tax Justice Network, 2012
- 44** *Who Pays the Price? Hunger – The Hidden Cost of Tax Injustice*, Christian Aid, 2013
- 45** *Death and Taxes: The True Toll of Tax Dodging*, Christian Aid, 2008, p.27, <http://www.christianaid.org.uk/pressoffice/pressreleases/may2008/deathandtaxes.aspx> Voir aussi Prem Sikka etc
- 46** Recherche cité par un expert international de la fiscalité et consultant pour l'OCDE lors d'une conférence au Ghana. Dans "Ghana: no incentive needed for investing in the mining sector – tax expert", Public Agenda, Accra, 25 février 2008, <http://allafrica.com/stories/200802251515.html>.
See also Gordon H Hanson, *Should Countries Promote Foreign Direct Investment?* G-24 Discussion Paper No.9, 2001.
- 47** Chiffre cité dans *Bringing Taxation into the post-2015 Development Framework*, ActionAid, 2013
- 48** *Tax Competition in East Africa: A Race to the Bottom? Tax Incentives and Revenue Losses in Kenya*, ActionAid International, 2012
- 49** Voir *Approaches and Impacts: IFI tax policy in developing countries*, ActionAid/EURODAD, 2011.
- 50** Voir *Revenue Mobilisation in Developing Countries*, Fiscal Affairs Department, IMF, 2011.
- 51** Thomas Baunsgaard, *A Primer on Mineral Taxation*, IMF Working Paper WP/01/139, p.26, 2001.
- 52** Chiffre cité par Publish What You Pay Europe en 2012.
- 53** Christian Aid, *Shifting Sands: Tax, Transparency and Multinational Companies*, 2010, www.christianaid.org.uk/images/accounting-for-change-shifting-sands.pdf
- 54** Interviewé par Christian Aid en Septembre 2010
- 55** Une enquête sur les 100 premières entreprises du Royaume-Uni (FTSE100) menée par Christian Aid en 2010 montre que 3% des 38 entreprises ayant répondu soutiendraient les standards du reporting pays-par-pays.
- 56** www.whitehouse.gov/the-press-office/statement-press-secretary-transparency-energy-sector
- 57** Le ministre est cité dans cet article, tiré du *Economic Times of India*: http://articles.economicstimes.indiatimes.com/2011-02-18/news/28615319_1_tax-havens-black-money-tax-information
- 58** Voir Communiqué du G20, Mexique, Juin 2012
- 59** <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2013:0045:FIN:EN:PDF>
- 60** <http://www.euractiv.fr/services-financiers/le-parlement-europeen-vote-pour-news-534070>
- 61** *Addressing Base Erosion and Profit Shifting*, OECD. Voir www.oecd.org/tax/beps.htm
- 62** HMRC, *Measuring tax gaps*, 2011.
- 63** Citation issue d'un discours de David Cameron au Forum Economique Mondial de Davos, Janvier 2013
- 64** 30 milliards de livres sterling est un chiffre tiré du service de la fiscalité et des douanes du RU.
- 65** Voir *Revenue Mobilisation in Developing Countries*, Fiscal Affairs Department, IMF, 2011
- 66** Rapporté dans : Henry Chu, 'Pay your taxes, Europe warns multinationals', *Los Angeles Times*, 23 mai 2013, www.latimes.com/business/la-fi-euro-corporate-tax-20130523,0,5076262.story

STOP à la triche fiscale est une initiative conjointe pour la justice fiscale.
Parmi ces membres on trouve notamment les organisations suivantes :



Remerciements

Coordinatrice de projet : Mariana Paoli

Texte : Hilary Coulby and Helen Collinson

Mise en page, contenu rédactionnel : Christian Aid

Les auteurs remercient tous les membres de la campagne Stop à la triche fiscale pour leurs apports et commentaires.



Ce guide a été produit avec le soutien financier de la Commission européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de Christian Aid et Oxfam France et ne reflète pas nécessairement les positions de la Commission européenne et de ses services..